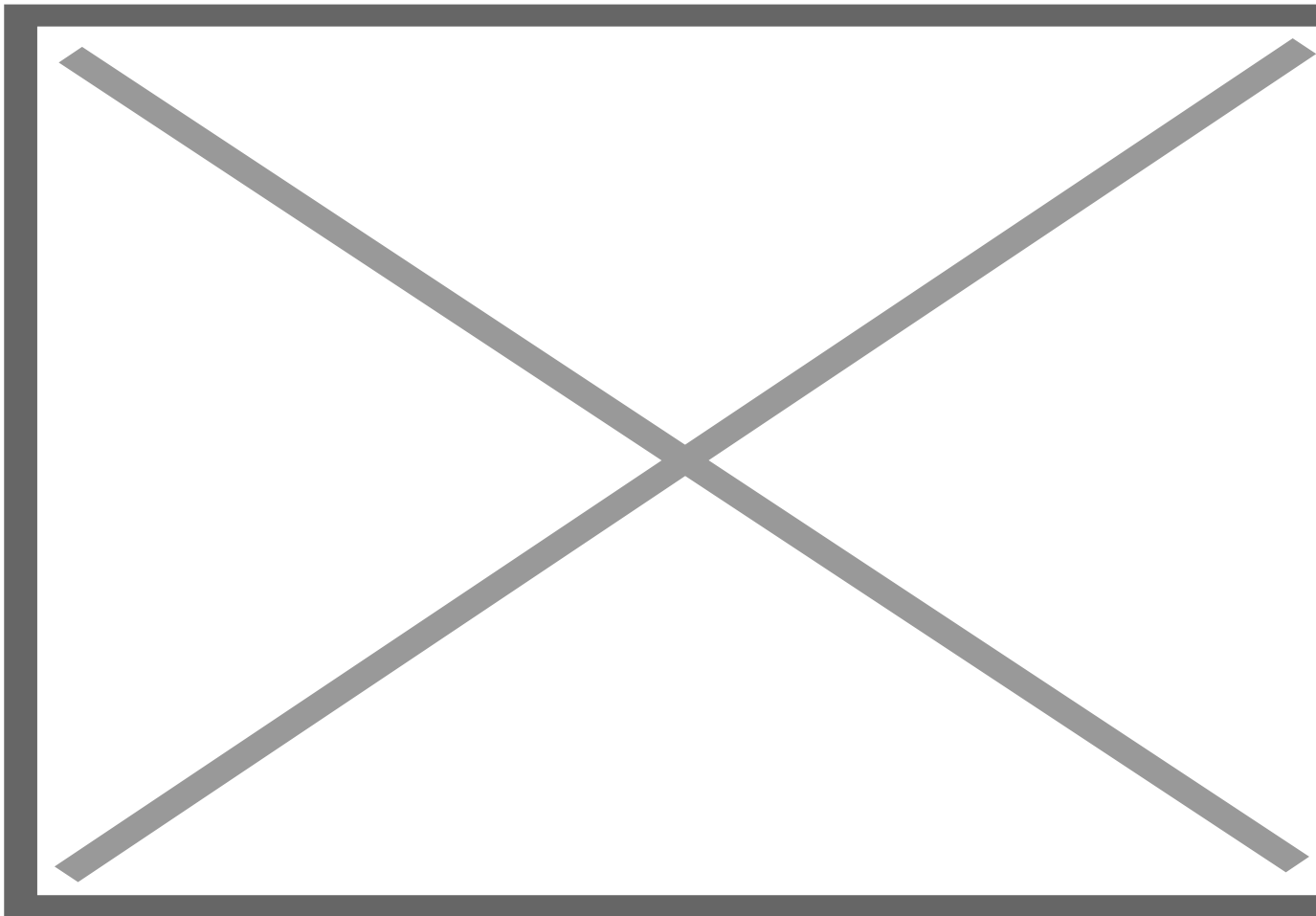


Un fonctionnaire du MAE britannique d'Ã©missionne suite au refus du Royaume-Uni d'interdire les exportations d'armes vers IsraÃ©l

## Description

*Le deuxiÃ©me secrÃ©taire Ã  l'ambassade britannique en Irlande Mark Smith a dÃ©missionnÃ© de ses fonctions, mettant en cause la politique du Royaume-Uni concernant les ventes d'armes Ã  IsraÃ©l.*

Par l'Agence MÃ©dia Palestine, le 19 aoÃ»t 2024



Des enfants palestiniens jouent prÃ©s d'un tas d'immondices et des eaux usÃ©es prÃ©s d'un camp de dÃ©placÃ©s Ã  Deir al-Balah, dans le centre de la bande de Gaza, le 19 aoÃ»t 2024. EYAD BABA/AFP

Mark Smith, qui Ã©tait fonctionnaire du ministÃ©re des affaires Ã©trangÃ©res britannique, a exprimÃ© de vives inquiÃ©tudes quant Ã  la possible complicitÃ© du ministÃ©re des Affaires Ã©trangÃ©res britannique dans des crimes de guerre. Dans un courrier faisant part de sa dÃ©mission et

adresses – ses collègues, dont des images ont été partagées sur les réseaux sociaux, il accuse Israël «lâ??intentions génocidaires et affirme qu’il n’y a aucune justification la poursuite des ventes d’armes du Royaume-Uni – Israël».

Son courrier de démission, envoyé – un large éventail de listes de distribution, dont des centaines de fonctionnaires, de membres du personnel des ambassades et de conseillers spéciaux des ministres des affaires étrangères, fait office de lettre ouverte pour dénoncer la passivité et la complicité du Royaume Uni dans ce qui a été défini comme un génocide par de nombreux experts.

Pour Mark Smith, les preuves des crimes de guerre commis à Gaza sont évidentes, mais ses plaintes ont été ignorées. Il affirme en effet avoir déposé de nombreuses plaintes internes, notamment par l’intermédiaire d’un mécanisme officiel de dénonciation, mais n’avoir reçu que des réponses vagues et sans conséquences.

En travaillant à l’évaluation des licences d’exportation d’armes au Moyen-Orient pour le gouvernement, Mark Smith affirme que «chaque jour», ses collègues étaient témoins d’exemples clairs et indiscutables de crimes de guerre et de violations du droit international humanitaire par Israël à Gaza.

«Des membres haut placés du gouvernement et de l’armée israéliens ont exprimé ouvertement leur intention génocidaire, des soldats israéliens prennent des vidéos dans lesquelles ils brûlent, détruisent et pillent librement des biens civils», écrit-il. «Plus de la moitié des maisons de Gaza et plus de 80 % des propriétés commerciales ont été endommagées ou détruites.»

«Des rues entières et des universités ont été démolies, l’aide humanitaire est bloquée et les civils n’ont nulle part où aller et se réfugier. Les ambulances du Croissant-Rouge ont été attaquées, les écoles et les hôpitaux sont nulle part pris pour cible. Il s’agit de crimes de guerre.»

Il ajoute qu’il n’y a selon lui aucune justification la poursuite des ventes d’armes du Royaume-Uni – Israël, et pourtant, d’une manière ou d’une autre, elles se poursuivent.

Alors que Bureau des affaires étrangères britannique (FCDO) a déclaré qu’il ne pouvait pas commenter un cas individuel, le gouvernement travailliste a déclaré être engagé à revoir la politique de vente d’armes – Israël, sans pour autant prendre de décision claire. Le ministre des affaires étrangères, David Lammy, a déclaré qu’il pourrait continuer à autoriser la vente d’armes défensives, mais interrompre le flux d’armes offensives utilisées à Gaza.

Ces réponses ne convainquent pas Mark Smith, qui considère «profondément troublant», en tant que haut fonctionnaire, d’être ignoré de la sorte, et affirme que de nombreux autres collègues de haut rang avaient fait part de leurs préoccupations.

«Les ministres prétendent que le Royaume-Uni possède l’un des régimes de licences d’exportation d’armes les plus robustes et transparents au monde, mais c’est tout le contraire de la réalité. En tant qu’officier ayant reçu toutes les autorisations nécessaires et ayant soulevé de sérieuses préoccupations concernant l’illégalité au sein de ce

d'Ã©partement, il est profondÃ©ment troublant de ne pas Ãªtre pris en compte de cette maniÃ©re. Il est de mon devoir, en tant que fonctionnaire, de soulever cette question Ã©».

Francesca Albanese, rapporteure spÃ©cial des Nations unies sur les territoires palestiniens, a saluÃ© le courage de M. Smith et a dÃ©clarÃ© qu'«elle espÃ©rait que de nombreux autres diplomates se joindraient Ã© lui pour dÃ©noncer Ã©« les complices des atrocitÃ©s commises par IsraÃ©l. Ã©»

**date crÃ©Ã©e**  
2024/08/20